



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1999/252
9 mars 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 8 MARS 1999, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL
DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'UGANDA AUPRÈS
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le compte rendu intégral d'une conférence de presse que M. Yoweri Museveni, Président de la République d'Ouganda, a tenue le 2 mars 1999 à la suite des actes de barbarie au cours desquels 12 personnes, y compris huit touristes, ont été enlevées et massacrées par des assassins venus de la République démocratique du Congo. Ces malfaiteurs sanguinaires et leurs complices qui se trouvent en République démocratique du Congo seront pourchassés sans relâche où qu'ils se trouvent.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire,

Représentant permanent de l'Ouganda
auprès de l'Organisation des
Nations Unies

(Signé) Semakula KIWANUKA

ANNEXE

Déclaration faite par le Président de la République
d'Ouganda le 2 mars 1999

Sauvage assassinat de touristes à Bwindi

1. Le Président de la République d'Ouganda s'est déclaré profondément affligé par les événements qui se sont produits à Bwindi le lundi 1er mars 1999. Il a présenté, en son nom et au nom de son gouvernement, ses sincères condoléances aux familles et aux proches des victimes. Il a également présenté ses condoléances aux familles des Ougandais qui ont trouvé la mort lors de ces événements, parmi lesquels des membres du personnel de surveillance du parc national.
2. Le Président a indiqué que les assassins appartenaient aux Interahamwes, ceux-là mêmes qui étaient responsables des massacres qui avaient eu lieu au Rwanda il y a cinq ans, faisant un million de victimes. Ce sont des membres des Interahamwes qui sont venus à Bwindi et ont enlevé des touristes, qui n'étaient évidemment pas armés, ainsi que des gardiens du parc. Le meurtre des touristes est absolument injustifiable et le seul fait de les enlever était déjà un crime. Tout au plus auraient-ils pu demander une rançon.
3. Leurs agissements prouvent que nous avons eu raison de ne pas hésiter à intervenir au Congo. Ces criminels ne se distinguent en rien des membres du groupe Kony. Les forces armées ont reçu consigne de les pourchasser où qu'ils se trouvent.
4. Le Président a admis que le Gouvernement ougandais avait commis une erreur d'appréciation. Il est vrai que les parcs nationaux ne devraient pas être gardés par l'armée, mais étant donné les dispositions criminelles des bandes qui sévissent dans la région, les autorités responsables auraient dû prendre les mesures de précaution qui s'imposaient et demander à l'armée d'assurer la sécurité de la zone. Le Président a précisé qu'il avait déjà, de sa propre initiative, dépêché un détachement à Paraa pour assurer la sécurité du parc national de Murchison, en raison de la menace que représentait le groupe Kony. Il avait pris cette décision en dépit des objections de l'organisme allemand de coopération technique (GTZ), qui était opposé à ce que des centres touristiques soient gardés par l'armée. Bien avant cela, le Président avait donné des instructions pour que le Mweya Lodge dans le parc national Queen Elizabeth soit protégé jusqu'à ce que la région tout entière soit redevenue stable. L'idée ne lui était pas venue de prendre les mêmes précautions pour Bwindi, où il ne s'était pas rendu. La protection de Bwindi est maintenant assurée et les autorités responsables des parcs nationaux ont été invitées à porter à l'attention du Gouvernement toute autre zone devant faire l'objet d'une protection. Il est possible d'assurer la sécurité de toutes les zones en question.

CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'UGANDA À LAQUELLE ONT PARTICIPÉ DES JOURNALISTES DONT LA MAJORITÉ ÉTAIENT DES CORRESPONDANTS ÉTRANGERS D'ORGANES TELS QUE LA BBC, CNN et REUTERS.

Question :

Pourquoi la frontière n'était-elle pas gardée malgré la présence de troupes ougandaises au Congo?

Réponse :

Les troupes ougandaises se trouvent dans le nord-est du Congo et n'étaient donc pas dans la zone où l'attaque a eu lieu. Nous avons maintenant envoyé des troupes dans la zone en question et elles n'en bougeront pas.

Question :

Comment se sont déroulés les événements? Pourriez-vous me donner plus de détails sur ce qui s'est passé?

Réponse :

Les témoignages que nous avons recueillis proviennent essentiellement des rescapés. Les huit touristes ont été sauvagement assassinés à la machette. On ignore pourquoi les six rescapés ont été relâchés. On a dit qu'il y avait eu un échange de coups de feu entre les rebelles et les forces armées ougandaises. C'est absolument faux. Les forces ougandaises ont trouvé les rescapés alors qu'elles étaient sur la trace des rebelles et des personnes qu'ils avaient enlevés. Nous les poursuivrons jusqu'au Congo et nous les tuerons.

Question :

À quelle distance se trouve la base des rebelles au Congo?

Réponse :

Les rebelles n'ont pas de base en tant que telle. Ils se déplacent à l'intérieur des zones de Masisi/Rutsushu.

Question :

Pourquoi le meurtre d'étrangers suscite-t-il tant d'intérêt alors que des Africains sont massacrés un peu partout, sans que personne ne s'en émeuve?

Réponse :

Je ne dirais pas que le monde est indifférent lorsque les victimes sont africaines. La communauté internationale a réagi rapidement après les massacres qui ont eu lieu au Rwanda en 1994. Le degré d'intérêt que suscite tel ou tel événement est plutôt fonction des flux d'informations. Lorsque l'information circule, la communauté internationale ne reste pas indifférente.

Question :

Pourquoi l'Ouganda a-t-il été pris pour cible?

Réponse :

Les auteurs de ces atrocités voulaient attirer l'attention de la communauté internationale. Ces gens ne reculent devant rien. Ils n'ont pas hésité à tuer des soldats de la paix belges au Rwanda qui essayaient d'assurer la protection de la Première Ministre rwandaise. Ils sont capables de tuer n'importe qui. On perdrait son temps à essayer d'analyser leurs mobiles. Ce sont des criminels endurcis à qui le meurtre ne fait pas peur.

Question :

Quelles assurances l'Ouganda peut-il donner quant à la sécurité des touristes?

Réponse :

Les forces armées ne peuvent intervenir que sur demande expresse. Elles sont déjà occupées dans diverses zones. Les soldats ne sont pas oisifs dans leur caserne. Le garde forestier qui a manqué à ses devoirs en ne donnant pas l'alerte et en ne demandant pas assistance est déjà mort. Il était parmi les victimes qui ont été brutalement assassinées.

Question :

Quel pourrait bien être le mobile des rebelles?

Réponse :

Nous avons affaire à des terroristes qui visent des cibles faciles comme les touristes. Ils revendiquent le pouvoir mais ils ne sont pas à la hauteur et, étant donné leur disposition criminelle, ils visent des cibles faciles.

Question :

Est-ce que l'implication de l'Ouganda au Congo a joué un rôle?

Réponse :

Pourquoi n'attaquent-ils pas les forces ougandaises qui sont au Congo alors? Pourquoi attaquent-ils des touristes venus de Californie, des femmes et des enfants qui n'ont rien à voir avec la politique régionale? C'est cela même qui distingue les terroristes de ceux qui luttent pour la liberté. Nous avons affaire à des terroristes.

Question :

Pourrait-il s'agir d'un nouveau type de groupe rebelle?

Réponse :

Les attaquants ont dit qu'ils appartenaient aux Interahamwes. Les rescapés l'ont confirmé. Non, il ne s'agit pas d'un autre groupe rebelle.

5. Le Président de la République d'Ouganda a déclaré que les Interahamwes devaient être pourchassés par toute la communauté internationale. Ils avaient commis des crimes graves au Rwanda en 1994. Depuis lors, ils s'étaient déplacés vers le Congo et y avaient commis des atrocités. En Ouganda, ils ont brutalement assassiné, sans provocation ni aucune raison. La communauté internationale se doit de prendre les mesures qui s'imposent contre ces meurtriers.

6. Le Président a déploré une fois de plus l'assassinat brutal de touristes innocents et de citoyens ougandais. Il a indiqué que son gouvernement mettrait tout en oeuvre pour éviter que de tels événements ne se reproduisent. S'il avait été au courant, il n'aurait certainement pas accepté l'argument selon lequel il valait mieux ne pas déployer les forces armées afin de ne pas décourager les touristes.

7. En conclusion, le Président a exprimé ses sincères condoléances aux familles et aux proches des victimes. Il a assuré que de tels événements ne se reproduiraient pas.
